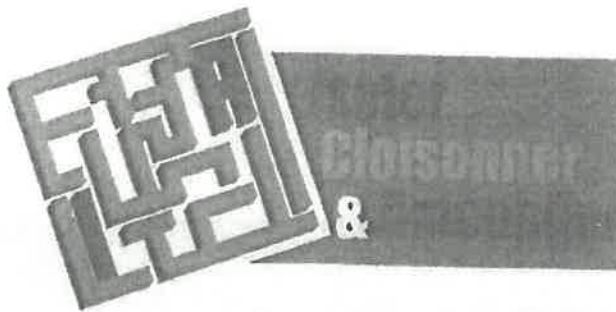


PM/CM



**Dominique MASSELON**  
*Mandataire Judiciaire*  
**16 Rue Général MANGIN**  
**38100 GRENOBLE**

Objet :  
**Déclaration de créances**  
**Construction G. MONTEFORTE SARL**  
**Dossier 2708**  
**RJ 12/02/2019**



Nivolas-Vermelle, le 26 Février 2019

**LRAR n° 1A 164 503 9767 6**

Monsieur,

Dans le cadre de l'affaire citée en objet, et faisant suite à votre courrier du 19/02/2019, nous venons par la présente vous déclarer notre créance.

Vous trouverez ci-joint notre déclaration cerfa 10021\*01, d'un montant de 28.460,18 € TTC du par notre client MONTEFORTE mis en redressement judiciaire le 12/02/2019, correspondant à nos factures :

N° 18 01 006 du 25/01/2018 de	1.250,00 €	HT SSTVA
N° 18 01 005 du 25/01/2018 de	350,00 €	HT SSTVA
N° 18 01 004 du 25/01/2018 de	750,00 €	HT SS TVA
N° 18 01 003 du 25/01/2018 de	650,00 €	HT SS TVA
N° 18 01 002 du 25/01/2018 de	650,00 €	HT SS TVA
N° 18 02 003 du 25/02/2018 de	1.012,40 €	HT SS TVA
N° 18 10 004 du 25/10/2018 de	23.797,78 €	HT SSTVA

Vous trouverez également ci-joint une copie certifiée sincère et conforme de ces factures.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Patrice MORANDIN

PJ : Déclaration de créance  
7 Factures  
Votre courrier du 19/02/2019

# DÉCLARATION DE CRÉANCES

à adresser au représentant des créanciers, mandataire judiciaire  
(consulter la notice explicative au verso)

cerfa

N° 10021\*01

## Créancier

(Nom, adresse et références)

ISOLER CLOISONNER AMENAGER  
(ICA)  
379 RUE DU LAC  
38300 NIVOLAS VERMELLE

## Mandataire du Créancier (cf. Notice § 1)

(Nom, qualité, adresse et références)

## Débiteur

Pour les personnes physiques : nom, adresse, n° RCS ou RM  
Pour les personnes morales : dénomination, siège social, N° RCS

CONSTRUCTION G. MONTEFURNE SARL  
135 Avenue des Théâtres  
38410 SAINT MARTIN D'UTAGE  
Siret 531 870 640 00020

(Ancien siège social :  
15 Rue Victor Hugo  
38320 EYBENS  
Siret 531 870 640 00032)

## Procédure

Nature du jugement

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Date du jugement

12/02/2019

## CRÉANCE DÉCLARÉE

(N.B. : Le décompte et la liste des pièces sont à joindre en annexe)

	Créance chirographaire (c'est-à-dire sans privilège)	Créance privilégiée	Observations (cf. notice § 3)
Montant échu	28460.18		
Montant à échoir			
Total T.T.C.	28460.18		

Fait à Nivolas Vermelle, le 26/02/2019

Nom et qualité du signataire Patrice MORANDIN  
Gérant

requiert l'admission de sa créance pour un montant total  
de 28.460.18 Euros T.T.C.

SIGNATURE

Certifié sincère

**ICA.**  
**Isoler Cloisonner & Aménager**  
SARL au Capital de 5 000 €  
379 Rue du Lac  
38300 NIVOLAS VERMELLE  
Tél. 04 74 43 33 99 - Fax 04 37 03 03 05  
SIREN 791 864 662 - Code NAF 4331 Z

Représentant des créanciers

22 FEV. 2019

Avis de déclaration de créance

Dossier: 2708

Affaire: CONSTRUCTION G. MONTEFORTE SARL

Activité: maîtrise d'oeuvre, ingénierie, économie de la construction, construction maisons individuelles

Enseigne:

Adresse: 136 avenue des Thermes

ICA ISOLATION

379 rue du Lac

38410 ST MARTIN D'URIAGE

N° SIREN : 53187064000020

38300 NIVOLAS VERMELLE

Nos réf.: Redressement Judiciaire  
du 12 Février 2019

V / Réf :

V / Réf :

INFORMATIONS PROCEDURES : [etude-masselon.com](http://etude-masselon.com)

Grenoble, le 19 Février 2019

Madame, Monsieur,

Une procédure collective ayant été ouverte à l'encontre de l'entreprise identifiée en marge, vous êtes invité à me déclarer le montant de votre créance :

- soit par voie postale ([http://cerfa.10021\\*01.gouv.fr](http://cerfa.10021*01.gouv.fr)),
- soit sur le portail électronique (<http://www.creditors-services.com>)

Vous voudrez bien fournir tous éléments, documents, titres authentiques de nature à prouver l'existence de sûretés ou privilèges et du montant de vos créances dont le récapitulatif devra être TOTALISE.

Toutefois, j'attire votre attention sur le fait qu'en application des dispositions de l'article L 622-24 al 3 du Code de Commerce, CONSTRUCTION G. MONTEFORTE SARL a porté à ma connaissance une créance de 17309,40 €uros, sans mention de privilège et/ou de sûreté, et que cette somme est d'ores et déjà enregistrée au passif, sous les réserves d'usage. Il vous appartient néanmoins de vérifier et/ou de confirmer cette déclaration effectuée pour votre compte.

Article L 622-24 du code de commerce (applicable en sauvegarde, en redressement et liquidation judiciaire): A partir de la publication du jugement, tous les créanciers dont la créance est née antérieurement au jugement d'ouverture, à l'exception des salariés, adressent la déclaration de leurs créances au mandataire judiciaire dans les délais fixés par décret en Conseil d'Etat. Lorsque le créancier a été relevé de forclusion conformément à l'article L 622-26, les délais ne courent qu'à compter de la notification de cette décision ; ils sont alors réduits de moitié. Les créanciers titulaires d'une sûreté publiée ou liés au débiteur par un contrat publié sont avertis personnellement ou, s'il y a lieu, à domicile élu. Le délai de déclaration court à l'égard de ceux-ci à compter de la notification de cet avertissement. La déclaration des créances peut être faite par le créancier ou par tout préposé ou mandataire de son choix. Le créancier peut ratifier la déclaration faite en son nom jusqu'à ce que le juge statue sur l'admission de la créance. Lorsque le débiteur a porté une créance à la connaissance du mandataire judiciaire, il est présumé avoir agi pour le compte du créancier tant que celui-ci n'a pas adressé la déclaration de créance prévue au premier alinéa. La déclaration des créances doit être faite alors même qu'elles ne sont pas établies par un titre. Celles dont le montant n'est pas encore définitivement fixé sont déclarées sur la base d'une évaluation. Les créances du Trésor public et des organismes de prévoyance et de sécurité sociale ainsi que les créances recouvrées par les organismes visés à l'article L 351-21 du code du travail qui n'ont pas fait l'objet d'un titre exécutoire au moment de leur déclaration sont admises à titre provisionnel pour leur montant déclaré. En tout état de cause, les déclarations du Trésor et de la sécurité sociale sont toujours faites sous réserve des impôts et autres créances non établis à la date de la déclaration ; sous réserve des procédures judiciaires ou administratives en cours, leur établissement définitif doit, à peine de forclusion, être effectué dans le délai prévu à l'article L 624-1 du code de commerce. Toutefois, si une procédure administrative d'établissement de l'impôt a été mise en œuvre, l'établissement définitif des créances qui en font l'objet doit être effectué avant le dépôt au greffe du compte rendu de fin de mission par le mandataire judiciaire. Le délai de cet établissement définitif est suspendu par la saisine de l'une des commissions mentionnées à l'article L 59 du livre des procédures fiscales jusqu'à la date de réception par le contribuable ou son représentant de l'avis de cette commission ou celle d'un désistement. Les institutions mentionnées à l'article L 143-11-4 du code du travail sont soumises aux dispositions du présent article pour les sommes qu'elles ont avancées et qui leur sont remboursées dans les conditions prévues pour les créances nées antérieurement au jugement ouvrant la procédure. Les créances nées régulièrement après le jugement d'ouverture, autres que celles mentionnées au I de l'article L 622-17 sont soumises aux dispositions du présent article. Les délais courent à compter de la date d'exigibilité de la créance. Toutefois, les créanciers dont les créances résultent d'un contrat à exécution successive déclarent l'intégralité des sommes qui leur sont dues dans des conditions prévues par décret en Conseil d'Etat. Le délai de déclaration par une partie civile des créances nées d'une infraction pénale court dans les conditions prévues au premier alinéa ou à compter de la date de la décision définitive qui en fixe le montant, lorsque cette décision intervient après la publication du jugement d'ouverture. Les créances alimentaires ne sont pas soumises aux dispositions du présent article.